

(4)

(N° 242.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 AVRIL 1914.

Projet de loi instituant une caisse de prévoyance de la pêche maritime ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. STANDAERT,
SUR LES AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

MESSIEURS,

La Commission parlementaire avait posé les principes essentiels suivants :

1° Réparation des accidents sur les bases prévues par la loi du 24 décembre 1903;

2° Extension du risque professionnel aux cas de force majeure et de fortune de mer;

3° Obligation de l'assurance;

4° Non intervention des marins dans les charges de l'assurance, contrairement à ce qui avait été proposé par la Commission provinciale de pêche maritime;

5° Institution d'une caisse de prévoyance de la pêche maritime, personne civile chargée du mécanisme de l'assurance.

Tout cela est respecté dans les propositions du Gouvernement, et en ce sens on peut dire que ces propositions, malgré la multiplicité des nouveaux articles proposés, constituent des amendements au projet de la Commission.

Le Gouvernement préfère reproduire, chapitre par chapitre et article par article, les dispositions de la loi du 24 décembre 1903, au lieu de renvoyer à la loi comme l'avait fait la Commission spéciale.

La Commission avait pensé qu'il était plus simple et plus pratique de s'en référer aux dispositions d'une loi existante sur laquelle une jurisprudence

(1) Projet de loi, n° 8 (session de 1912-1913).

Premier rapport, n° 394 (session de 1912-1913).

Amendements du Gouvernement, n° 224.

(2) La Commission, présidée par M. Van Cleemputte, était composée de MM. Anseele, Beggerem, Buyt, Franck, Hamman, Maes, Pil, Standaert.

stable s'est fixée, plutôt que de rééditer un texte qui peut donner lieu à des difficultés d'interprétation et à de nouvelles controverses.

La Commission ne voit pas d'inconvénient à procéder comme le propose le Gouvernement et admet donc le texte des 31 articles empruntés à la loi de 1903 et formant le titre I.

Le Gouvernement propose en outre d'appliquer le droit commun, soit les dispositions de la loi de 1903 à toutes les entreprises belges de pêche, sauf les exceptions prévues au titre II des amendements; cela encore la Commission l'admet.

La caisse de prévoyance créée par le titre II fonctionnerait donc pour assurer la réparation des accidents survenus :

A) 1° Aux patrons armateurs en ce qui concerne leur risque personnel;

2° Aux pêcheurs naviguant seuls et pour leur profit personnel;

3° Aux pêcheurs indépendants travaillant en commun. Tous ceux-là seraient *obligatoirement* affiliés à la caisse, en vertu de leur qualité mixte de patrons pêcheurs obligés jusqu'à un certain point à la charge de l'assurance.

B) 1° Aux pêcheurs pratiquant la pêche temporairement ou accessoirement;

2° Aux pêcheurs naviguant au bénéfice du patron armateur et avec lui;

3° Aux pêcheurs naviguant *à la part*.

En réalité, ces diverses catégories réuniront la grande majorité des marins pêcheurs de la côte belge; la caisse de prévoyance sera donc, en fait, la règle et le droit commun l'exception.

Le Gouvernement propose de diviser en catégories déterminées les ayants droit que la Commission avait désignés globalement par ces mots : « toute personne — patron ou homme d'équipage — qui gagne principalement sa vie à l'aide de la pêche maritime, en travaillant pour son compte ou pour autrui ». L'institution de ces catégories peut avoir pour effet utile la réduction pour telle catégorie du maximum des cotisations prévues par la loi.

Reste la question des cotisations à verser par les patrons pêcheurs ou par les affiliés volontaires de l'article 32 littéra B et de l'article 34, à la caisse de prévoyance.

Ici, certaines divergences existent entre la Commission et le Gouvernement.

La Commission est partie de ce principe que la loi d'assurance ne peut être onéreuse pour une industrie aussi aléatoire et aussi digne d'intérêt, que surtout les modestes entreprises de la pêche au moyen de voiliers ne peuvent être frappées de primes excessives.

De là cette double règle inscrite dans le projet de la Commission :

A) Les primes à verser par les patrons ne pourront excéder fr. 3.50 par 100 francs de salaires, ou pour les non salariés 20 francs par marin pêcheur et 5 francs par mousse.

B) En cas d'insuffisance des ressources de la caisse de prévoyance, il y sera pourvu par un subside annuel de l'Etat;

Ce dernier principe est inscrit dans les législations d'assurance maritime d'Europe, parce que ces législations s'inspirent de l'idée que sans une puis-

sante protection gouvernementale, la pêche maritime doit nécessairement végéter.

En Danemark « le déficit de la caisse d'assurance est comblé par le trésor public ».

En France « en cas d'insuffisance des ressources de la caisse de prévoyance, l'Etat y pourvoit par des avances annuelles remboursables, égales au déficit ».

En Islande « l'Etat comble le déficit de la caisse d'assurance à concurrence de 15,000 couronnes (maximum) par an ».

En Norvège il est prélevé à ces fins, chaque année, sur les droits de port 60,000 couronnes.

Les amendements du Gouvernement semblent s'inspirer d'autres idées. En cas d'insuffisance des ressources, le déficit éventuel n'incombe pas à l'Etat; d'autre part, il est dit dans la note explicative : « L'équité veut que la cotisation de chaque chef d'entreprise ou assuré soit proportionnée au risque de chaque entreprise. Là où le risque est double, la cotisation doit être doublée. Il faut éviter d'avantager la pêche à la voile au détriment de la pêche à vapeur, en qui réside principalement l'avenir de la pêche belge. »

Ces notions générales en matière d'assurance ne sauraient prévaloir quand il s'agit de pêche maritime et l'on doit plutôt admettre que là où le risque est, en principe, double, la protection doit être plus efficace.

La Commission a vu les choses de plus haut et ne s'est pas placée un seul instant à un point de vue de concurrence commerciale entre tel et tel mode de pêche; elle insiste donc pour que la cotisation à la caisse de prévoyance soit limitée à un maximum de 20 francs par marin-pêcheur et de 5 francs par mousse, l'Etat intervenant pour combler l'insuffisance des ressources de la caisse.

Cette limite semble d'autant plus nécessaire que c'est le Gouvernement, tenu au déficit éventuel, qui fixera le taux des cotisations par arrêté royal et qu'il faut armer les intéressés contre tout arbitraire possible. Cette garantie paraît même indispensable quand on voit dans la note explicative des amendements la tendance à une protection plus efficace de la pêche à vapeur et à une « évolution » vers la déchéance de la pêche à la voile. On ne semble même pas admettre que le moteur auxiliaire perfectionné peut réserver aux chaloupes à voile un avenir plein de promesses.

Donnant une forme concrète à ces diverses considérations, la Commission spéciale propose :

1° D'admettre, comme base de discussion à la Chambre, le texte des amendements du Gouvernement;

2° De voter — *ne varietur* — les 51 articles du titre I de ces amendements.

Quant au titre II, la Commission propose les amendements suivants :

ART. 52 A 55 (Comme au texte du Gouvernement.)	ART. 52-55. (Zooals in den tekst der Regeering.)
ART. 36, 4° § 3 : « ... des avances <i>seront</i> faites par l'État ou sous la garantie de l'État en vue d'y suppléer. Ces avances seront <i>remboursables sur les excédents du fonds de garantie.</i> »	ART. 36. N° 4°, § 3, te doen luiden : « ... <i>worden</i> voorschotten door den Staat of onder waarborg van den Staat gedaan om het aan te vullen. Die voorschotten worden <i>terugbetaald door middel van de overschotten van het waarborgfonds.</i>
Il serait donc entendu que l'État en cas de déficit ferait l'avance, mais que les sacrifices faits par l'État pourraient être remboursés au moyen des sommes provenant des droits de minque et qui dépasseraient les 150,000 fr. du fonds de garantie.	
ART. 37. Les taux des cotisations par catégories sont fixés par la caisse et approuvés par arrêté royal; <i>le taux ne pourra dépasser 20 francs par homme d'équipage et 5 francs par mousse.</i> » (La suite de cet article comme aux amendements du Gouvernement.)	ART. 37. Het bedrag der bijdragen per klasse wordt door de kas bepaald en bij koninklijk besluit goedgekeurd; <i>het bedrag mag niet 20 frank per scheepsgezel en 5 frank per scheepsjongen overschrijden.</i> (Het overige zooals in de amendementen der Regeering.)
ART. 38. (Supprimer cet article.)	ART. 38. (Dit artikel te doen wegvallen.)
ART. 59 à 52. (Comme aux amendements du Gouvernement.)	ART. 59-52. (Zooals in de amendementen van de Regeering.)

La Commission estime que moyennant ces quelques modifications les amendements du Gouvernement constitueraient une amélioration sérieuse de son propre projet.

La création du fonds de garantie alimenté par un droit de fr. 0.25 pour cent sur la vente du poisson dans les minques (droit qui pourrait peut-être s'élever à fr. 0.50) est une idée excellente et le fait d'imposer la charge aux acheteurs et non pas aux vendeurs dégrèvera fort heureusement notre pêche

maritime d'un supplément de charges. D'autre part, si dans l'opinion de la Commission la garantie de l'Etat est nécessaire pour donner la certitude absolue que toujours tous les risques seront couverts, le droit de minque doit alléger cette garantie dans les proportions les plus rassurantes.

Enfin, la protection légale contre tout arbitraire possible dans l'exagération des cotisations à verser à la caisse de prévoyance, donnerait à tous les intéressés cette confiance que la nouvelle loi d'assurance n'exigera d'eux rien qui puisse entraver le développement normal de leur industrie.

Le Rapporteur,

EUG. STANDAERT.

Le Président,

V. BEGEREM.



(1)

(N^r 242.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 APRIL 1914.

Ontwerp van wet tot instelling van eene Voorzorgskas
ten bate van de Zeevisscherij ⁽¹⁾.

VERSLAG

OVER DE AMENDEMENTEN VAN DE REGEERING,
NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

De Kamercommissie had de volgende hoofdzakelijke beginselen aangenomen :

1° Vergoeding van de ongevallen naar de grondslagen der wet van 24 December 1903 ;

2° Uitbreiding van het bedrijfsrisico tot de gevallen van overmacht en van zeeschade ;

3° Verplichte verzekering ;

4° Geene bijdrage van de zeelieden in de lasten der verzekering, in strijd met wat voorgesteld werd door de Provinciale Commissie voor de zeevisscherij ;

5° Instelling van eene voorzorgskas ten bate van de zeevisscherij, rechtspersoon die belast is met den dienst der verzekering.

Deze zaken worden niet gewijzigd door de voorstellen van de Regeering en in dit opzicht mag men zeggen dat deze voorstellen, ondanks de talrijke artikelen, slechts amendementen op het ontwerp van de Commissie zijn.

In plaats van te verwijzen naar de bepalingen der wet van 24 December 1903, zooals de Bijzondere Commissie deed, neemt de Regeering liever de bepalingen dier wet over, en wel in de volgorde der hoofdstukken en der artikelen.

(1) Wetsontwerp n^r 8 (zittingsjaar 1912-1913).

Eerste verslag, n^r 394 (zittingsjaar 1912-1913).

Amendementen van de Regeering, n^r 224.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Van Cleemputte, bestond uit de heeren Anseele, Begerem, Buyl, Franck, Hamman, Maes, Pil en Standaert.

De Commissie meende dat het eenvoudiger en doelmatiger was te verwijzen naar de bepalingen van eene bestaande wet, waarover eene vaststaande rechtspraak gevestigd is, dan een tekst te herhalen, die kan aanleiding geven tot moeilijkheden, wat de verklaring betreft, en tot nieuwe betwistingen.

De Commissie ziet er geen bezwaar in, te handelen zooals de Regeering voorstelt; zij vereenigt zich dus met den tekst van de 31 artikelen, welke aan de wet van 1903 zijn ontleend en titel I uitmaken.

Anderzijds stelt de Regeering voor, het gemeene recht, met name de bepalingen der wet van 1903, toe te passen op al de Belgische ondernemingen van visscherij, behoudens de uitzonderingen voorzien bij titel II van de amendementen. Ook hierover is de Commissie het eens.

De Voorzorgskas, krachtens titel II ingesteld, zou dus dienen om de vergoeding te verzekeren van de ongevallen overkomen :

A) 1° Aan de schippers-reeders, wat betreft hun persoonlijk risico;

2° Aan de visschers, die alleen en voor eigen rekening op de visscherij varen;

3° Aan de zelfstandige visschers, die gemeenschappelijk werken. Voor al deze visschers zou de aansluiting bij de kas *verplichtend* gesteld zijn uit hoofde van hunne gemengde hoedanigheid van schippers-visschers, die tot een zekere mate verplicht zijn bij te dragen in den last van de verzekering.

B) 1° Aan de visschers, die slechts tijdelijk of als bijzaak het visschersbedrijf uitoefenen;

2° Aan de visschers, die in dienst van een schipper-reeder en met hem op de visscherij varen;

3° Aan de visschers, die op de visscherij varen *mits een aandeel in de opbrengst*.

Werkelijk zullen die verschillende klassen de groote meerderheid van de zeevisschers der Belgische kust omvatten; de Voorzorgskas zal dus feitelijk de regel zijn en het gemeene recht de uitzondering.

De Regeering stelt voor, in bepaalde klassen in te deelen de rechthebbenden, die de Commissie globaal aangewezen had door deze woorden : « elke persoon — schipper of scheepsgezel — die vooral zijn bestaan vindt door middel van de visscherij, voor zich zelf of voor anderen werkende ». De instelling van deze klassen kan voor nuttig gevolg hebben, dat het maximum van de bij de wet voorziene bijdragen kan verminderd worden voor deze of gene klasse.

Nu komt nog het vraagstuk van de bijdragen, te storten door de schippers-visschers of door de vrijwillig aangesloten bij de Voorzorgskas, naar luid van artikel 32, littera B, en van artikel 34.

Hieromtrent zijn de Commissie en de Regeering het niet volkomen eens.

De Commissie ging van dit beginsel uit, dat de verzekeringswet niet bezwarend mag zijn voor een bedrijf hetwelk zoo wisselvallig is en zooveel belangstelling verdient als de zeevisscherij, dat vooral de kleine bedrijven der visscherij door middel van zeilbooten niet met overdreven premien mogen belast worden.

Daarop steunt deze tweevoudige regel, door de Commissie in haar ontwerp opgenomen :

A. De premiën, door de schippers te storten, mogen niet fr. 3.50 per honderd frank loon overschrijden, of voor de niet-loontrekkenden 20 frank per zeevisscher en 5 frank per scheepsjongen.

B. Wanneer de geldmiddelen van de Voorzorgskas ontoereikend zijn, zal daarin voorzien worden dooreene jaarlijksche toelage van de Staat.

Dit laatste beginsel komt in de Europeesche zeeverzekeringswetten voor, omdat al die wetten uitgaan van de gedachte, dat, bij gebrek aan eene machtige bescherming van de Regeering, de zeevisscherij zich noodzakelijkerwijze niet kan ontwikkelen.

In *Denemarken* « wordt het tekort in de verzekeringskas aangevuld door 's lands Schatkist ».

In *Frankrijk* « voorziet de Staat in de ontoereikendheid van de geldmiddelen der Voorzorgskas door middel van jaarlijksche terugbetaalbare voorschotten, van gelijk bedrag als het tekort. »

In *IJsland* « vult de Staat het tekort van de verzekeringskas aan ten bedrage van ten hoogste 15,000 kronen 's jaars ».

In *Noorwegen* wordt te dien einde, elk jaar, 60,000 kronen afgenomen van de havenrechten.

De amendementen van de Regeering schijnen van andere gedachten uit te gaan. Wanneer de geldmiddelen ontoereikend zijn, valt het mogelijk tekort niet ten laste van den Staat; de verklarende nota zegt : « Het is billijk dat de verzekeringsbijdrage van elk bedrijfshoofd of van elken verzekerde in verhouding zij tot de gevaren verbonden aan elke onderneming. Waar dubbel gevaar bestaat, dient de bijdrage eveneens te worden verdubbeld. Men moet vermijden de visscherij met zeilvaartuigen te bevorderen ten nadeele van de visscherij met stoomvaartuigen, waaraan de toekomst van de Belgische visscherij hoofdzakelijk is verbonden. »

Deze algemeene begrippen in zake verzekering kunnen niet gelden waar het de zeevisscherij betreft, en men moet veeleer aannemen dat waar het risico, in beginsel, dubbel is, de bescherming doelmatiger moet zijn.

De Commissie vatte de zaken veel hooger op en ging geen enkel oogenblik uit van het standpunt der handelseconcurrentie tusschen deze of gene wijze van visscherij; zij dringt dus aan, opdat de bijdrage in de Voorzorgskas worde beperkt tot ten hoogste 20 frank per zeevisscher en 5 frank per scheepsjongen; de Staat zou verder de ontoereikende geldmiddelen van de kas aanvullen.

Deze beperking komt des te meer noodzakelijk voor, daar de Regeering, verplicht het mogelijk tekort aan te vullen, het bedrag van de bijdragen bij koninklijk besluit bepaalt en daar men de belanghebbenden moet wapenen tegen elke mogelijke willekeur. Deze waarborging schijnt zelfs onontbeerlijk, wanneer men in de toelichting der amendementen vaststelt dat men geneigd is de visscherij met stoomvaartuigen doelmatiger te beschermen en de visscherij met zeilvaartuigen te laten vervallen. Men schijnt zelfs niet aan te nemen dat de zeilsloepen een flinke toekomst te gemoet gaan, dank zij den verbeterden hulpmotor.

Aan deze verschillende beschouwingen een vasten vorm gevende, stelt de Bijzondere Commissie voor :

1^o Den tekst van de amendementen der Regeering te nemen tot grondslag van de behandeling in de Kamer ;

2^o De 31 artikelen van titel I van deze amendementen *zonder wijziging* aan te nemen.

Wat titel II betreft, stelt de Commissie de volgende amendementen voor :

ART. 32 A 35

(Comme au texte du Gouvernement.)

ART. 36.

4^o § 3 :

« ... des avances *seront* faites par l'État ou sous la garantie de l'État en vue d'y suppléer. Ces avances seront *remboursables sur les excédents du fonds de garantie.* »

ART. 32-35.

(Zooals in den tekst der Regeering.)

ART. 36.

N^o 4^o, § 3, te doen luiden :

« ... worden voorschotten door den Staat of onder waarborg van den Staat gedaan om het aan te vullen. Die voorschotten worden *terugbetaald door middel van de overschotten van het waarborgfonds.*

Het zou dus wel verstaan zijn dat de Staat, ingeval er een tekort is, de voorschotten zou doen, doch dat de gelden, door den Staat voorgeschoten, zouden kunnen terugbetaald worden door middel van de sommen voortkomende van den verkoop in de vischmijnen, die de 150,000 frank van het waarborgfonds mochten overschrijden.

ART. 37.

Les taux des cotisations par catégories sont fixés par la caisse et approuvés par arrêté royal; le *taux ne pourra dépasser 20 francs par homme d'équipage et 5 francs par mousse.* »

(La suite de cet article comme aux amendements du Gouvernement.)

ART. 38.

(Supprimer cet article.)

ART. 39 à 52.

(Comme aux amendements du Gouvernement.)

ART. 37.

Het bedrag der bijdragen per klasse wordt door de kas bepaald en bij koninklijk besluit goedgekeurd; *het bedrag mag niet 20 frank per scheepsgezel en 5 frank per scheepsjongen overschrijden.*

(Het overige zooals in de amendementen der Regeering.)

ART. 38.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

ART. 39-52.

(Zooals in de amendementen van de Regeering.)

De Commissie is van gevoelen dat, mits deze enkele wijzigingen, de amendementen van de Regeering haar eigen ontwerp in ruime mate verbeteren.

De instelling van het waarborgfonds, in stand gehouden door een recht

van fr. 0.25 ten honderd op den verkoop van visch in de vischmijnen (recht dat wellicht op fr. 0.50 zou kunnen gebracht worden) is een uitnemend gedacht en, doordien de last wordt opgelegd aan de koopers en niet aan de verkoopers, zal men, op zeer gelukkige wijze, onze zeevischerij ontlasten van nieuwe lasten. Anderzijds, zoo de Commissie den waarborg van den Staat noodzakelijk acht om de volstrekte zekerheid te geven dat al de risico's altijd zullen gedekt zijn, dan moet het recht op den verkoop in de vischmijnen dezen waarborg minder zwaar op den Staat doen drukken in de meest geruststellende verhoudingen.

Eindelijk zou de wettelijke bescherming tegen elke mogelijke willekeur tot het opleggen van overdreven bijdragen in de Voorzorgskas, aan al de belanghebbenden dit vertrouwen geven, dat de nieuwe verzekeringswet van hen niets zal eischen, waardoor de normale ontwikkeling van hun bedrijf zou kunnen verhinderd worden.

De Verslaggever,

EUG. STANDAERT.

